



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article2829>

Communiqué COD : Une année après les accords de Dakar

- Actualités - Politique -



Date de mise en ligne : lundi 7 juin 2010

Union des Forces de Progrès

Une année entière s'est déjà écoulée depuis la signature de l'Accord de Dakar et les sacrifices majeurs consentis alors par l'opposition démocratique pour faire sortir le pays de la grave crise où l'avait plongé le général Mohamed Ould Abdel Aziz par le coup d'Etat du 6 Août 2008. Une année, depuis que le l'ancien Président de la République avait accepté de démissionner pour ouvrir la voie à l'organisation d'élections présidentielles qui devaient permettre le retour à un système démocratique, mais que les putschistes ont dévoyées, en usant de la fraude et de l'instrumentalisation des institutions et moyens de l'Etat au profit de la campagne de leur candidat, en une « légitimation » du pouvoir tyrannique de celui-ci. Une année, depuis l'acceptation par les pôles de l'opposition (le Rassemblement des Forces Démocratiques et le Front National pour la Défense de la Démocratie) d'entrer avec le pôle putschiste dans un jeu où toutes les cartes - ou du moins la plupart d'entre elles - étaient dans les mains du régime militaire, pariant sur l'avenir et sur l'instauration d'un climat politique responsable ; où l'intérêt suprême de l'Etat primerait sur les intérêts égoïstes et partisans des uns et des autres. L'opposition espérait aussi la tenue - après les élections et comme le stipule l'Accord de Dakar - d'un dialogue national inclusif qui éloigne le spectre des coups d'Etat, contribue à l'ancrage des principes démocratiques et enracine les fondements de la bonne gouvernance. Mais le maître de l'autre pôle a renié l'ensemble des engagements qu'il avait pris dans le cadre de l'accord, rendant la crise encore plus inextricable.

Constatant avec regret que la Mauritanie se trouve, aujourd'hui, toujours à la case départ et que tous nos sacrifices ont été rendus inutiles par l'entêtement de Mohamed Ould Abdel Aziz à gouverner le pays de manière despotique et au mépris des principes républicains les plus élémentaires ; son refus du dialogue auquel l'opposition n'a cessé d'appeler et son déliement (annoncé dans un meeting à Arafat) des dispositions de l'Accord de Dakar, la COD :

- ▶ 1) déclare que n'ont été appliquées de l'Accord de Dakar que les clauses qui permettaient au régime militaire alors en place de se déguiser en pouvoir démocratique ; ce qui entache la crédibilité même de l'accord et met en cause la légitimité des décisions et actes qui en ont découlé ;

- ▶ 2) affirme que tous les indicateurs prouvent que Mohamed Ould Abdel Aziz ne recourt au dialogue que pour éviter les obstacles à son maintien au pouvoir et qu'il n'hésite pas à tourner le dos à ses engagements aussitôt son objectif atteint. Il ne constitue donc pas un partenaire politique fiable ;

- ▶ 3) rappelle à la communauté internationale ses engagements de garantir l'application intégrale de l'Accord de Dakar et la rend entièrement responsable des conséquences qui peuvent résulter de l'entêtement du régime actuel à se jouer des sentiments des mauritaniens, à violer les lois et règlements du pays et à organiser le pillage systématique de ses ressources ;

- ▶ 4) engage les forces vives de la nation à rester mobilisées et à poursuivre leur lutte démocratique jusqu'à la chute de ce régime corrompu qui n'incarne aucunement les valeurs morales du peuple mauritanien, ni les principes républicaines, ni les idéaux démocratiques, ni même les qualités les plus élémentaires pour gouverner un Etat.

Nouakchott, le 7 juin 2010

La Commission de Communication